

	Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé: 15 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE 10 000 000 EUR.</p> <p>Cette action est cofinancée conjointement par:</p> <p>L'Agence Française de Développement (AFD) pour un montant de 5 000 000 EUR</p> <p>Les contributions attendues des EM à la TEI Economie verte et bleue sont de 133 000 000 EUR pour la France (dont 73 000 000 EUR sous forme de prêts), de 32 900 000 EUR pour la Belgique et de 5 500 000 EUR pour l'Italie.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec la (les) entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1.			

1.2 Résumé de l'Action

Le gouvernement de la République de Guinée s'est orienté vers la transformation structurelle de l'économie. Au niveau institutionnel, plusieurs acteurs travaillent sur le secteur du développement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) avec un rôle central de l'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP). L'APIP est désormais rattachée au Ministère du commerce, de l'industrie et des PME (MCIPME) dont l'une des priorités affichée est la promotion de l'entrepreneuriat féminin. En matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation économique des femmes, une Politique Nationale Genre a été élaborée (rédigée en 2011 puis mise à jour en 2017) qui reconnaît que les femmes guinéennes représentent les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et les moins dotées en ressources. En juin 2020, a également été créé le Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes (MDAF), aujourd'hui réintégré au Ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables.